



ANALYSES

REPUBLIQUE FRANCAISE: L'ILLUSION DEMOCRATIQUE (3)

Passer du vote symbolique au vote effectif

Le principe démocratique de notre république est une merveilleuse idée reposant sur le postulat de la stricte égalité entre les citoyens. Bien que les sources athéniennes de la démocratie révèlent un visage et une pratique (1) assez éloignés du beau symbole idyllique qui nous sert de référence, **nous voyons dans l'expression démocratique qu'est le vote la forme suprême et concrète de l'égalité** de tous les bipèdes nommés Humain à **participer à tous les aspects du fonctionnement de leur communauté constituée.**

Hélas, la fonction d'un symbole est moins de traduire une idée que d'évoquer un sentiment. En cela, **l'emploi des mots démocratie et république sert à légitimer des règlements de société et ceux qui les imposent, plus qu'à caractériser ou favoriser la promotion des plus altruistes parmi les citoyens.** Cette sorte de label a donc la double fonction de culpabiliser tout contestataire du fonctionnement du système et de procurer à la "tyrannie" (2) moderne la tranquillité d'invoquer ... la légitimité populaire.

C'est ainsi que sous couvert de grands sentiments, les *oligarques* (3) de notre république ont instauré **l'obligation de la cooptation des candidats** à l'élection présidentielle **par le "milieu"** et viennent **d'imposer un système de recueil des suffrages qui ôte définitivement à l'électeur toute maîtrise,** tout contrôle et finalement toute réalité de son vote.

De fait, la fonction de citoyen devient aussi symbolique que le concept démocratique tandis que l'électeur est dépouillé de sa fonction primitive. Tout au plus lui reste-t-il la maigre illusion d'être encore convié de temps en temps à servir ou fournir le repas de la messe démocratique sous forme de participation électorale encadrée. Au moins, le citoyen athénien avait-il l'*ecclésia* (4) et l'*ostrakophoria* (5) pour s'exprimer et décider.

Quels sont donc aujourd'hui **les moyens électoraux dont disposent les citoyens pour reprendre un peu de leur souveraineté et de leur pouvoir ?**

L'Abstention

Longtemps considérée comme un désintéret pour la vie publique, **l'abstention est enfin perçue comme un choix politique actif** ce qu'elle a toujours été majoritairement. Il y a donc une logique à la progression de l'abstention depuis une trentaine d'années dans toutes les élections y compris les élections présidentielles (1er tour 1974: 17,77% - 2002: 28,40%). Contrairement à l'idée que ce refus

de participation met en danger la "démocratie", **cette démarche consciente représente paradoxalement un vote bien réel, celui de délégitimer le système tel qu'il est phagocyté.**

Ses effets inquiètent d'ailleurs le personnel politique et plus encore les oligarchies républicaines car l'abstention pose le problème de leur propre légitimité et de leur pouvoir. Il deviendrait en effet **difficile d'imposer le respect du système et de ses représentants quand leur légitimité repose sur une minorité de participants à son installation.**

Les Non-Inscrits

Forme supérieure de l'abstention, la non-inscription sur les listes électorales que le CIVEPOV estime à environ 8% (6) des personnes en âge de voter (plus de 3,5 millions au 1er tour de 2002 !), va plus loin encore. Hormis quelques étourdis blasés, la grande majorité des non-inscrits ne rejette pas le principe démocratique mais la portée réelle du système électoral et au-delà la réalité concrète du fonctionnement de la république. Que la non-inscription résulte d'un choix ou d'une impossibilité (SDF), **ces exclus volontaires ou obligés refusent de donner leur caution à une illusion.** On peut toujours discuter du bien fondé de ce constat, mais on ne peut écarter la notion de vécu qui préside à la démarche du non inscrit, ce vécu étant particulièrement concret s'agissant du nombre croissant des SDF.

Le vote Nul

La catégorie des votes nuls disparaît avec l'arrivée des machines à voter électroniques, ce qui renforce encore d'avantage [l'aspect manipulateur](#) du nouveau système de vote. En effet, le vote nul correspond à des bulletins déchirés ou annotés, à l'absence ou à la multiplicité de bulletins dans l'enveloppe. Plus de bulletins, donc plus de votes nuls ! Cela étant, qu'il soit le fait d'une erreur (très rare dans les scrutins sans liste) ou d'une volonté, **le vote nul exprime une intention délibérée de marquer concrètement un choix différent de celui proposé.** A la différence de l'abstention, le vote nul implique l'acte de se déplacer pour signifier son choix et le faire connaître anonymement lors du dépouillement.

Les votes nuls sont comptabilisés statistiquement avec les votes blancs au prétexte que leurs effets sont similaires à défaut de résulter d'une même démarche. Dans tous les cas ils ne sont pas retenus comme un suffrage exprimé ce qui est pratique pour "gonfler" les pourcentages recueillis par les candidats et éviter de reconnaître que l'offre politique n'est pas satisfaisante.

Le vote Blanc

Dernier "instrument" électoral dont dispose le citoyen pour exprimer un choix différent de celui des "cases" imposées, le vote blanc consiste pour l'électeur à déposer dans l'urne un bulletin vierge de toute mention. **Ce choix prémédité car l'électeur confectionne un bulletin adéquat est éminemment politique, ce qui n'échappe pas aux politiques de métier.**

Ainsi, devant la montée de l'abstention (7) et du vote pour des candidats de partis non-gouvernementaux (opportunément qualifiés d'extrêmes ou de marginaux) (8), deux propositions de lois en 2000 et 2002 ont été déposés afin que soient reconnus juridiquement et comptabilisés officiellement les votes blancs dans le nombre des suffrages exprimés. Ne nous leurrions pas, c'est une façon de canaliser ce que les politiques de métier nomment le vote protestataire en lui donnant la possibilité de ne pas se porter vers des candidats "mineurs" qui pourraient bouleverser et mettre en danger leur précarré. De toutes façons ces propositions de lois ont été prestement dirigées vers les voies de garages parlementaires, **c'est dire si le danger de la remise en cause du système établi entre les gros bras est réel. Mieux valait en effet voir les électeurs se disperser sur plusieurs petits candidats et continuer à ne pas donner d'existence juridique au vote blanc que de donner une existence au bataillon de suffrages de défiance au système en place.**

Car **le vote blanc remet en cause la légitimité des candidats des partis gouvernementaux dont l'assise populaire est loin d'être en rapport avec les résultats électoraux.** D'autant qu'avec le vote blanc on ne peut invoquer l'absence de conscience républicaine que l'on attribue facilement à l'abstention, pas plus qu'on ne peut lui attribuer la désinvolture ou le mouvement d'humeur dont on qualifie le vote nul. De plus, l'électeur se déplace, passe par l'isoloir et son vote est enregistré ce qui atteste de son attachement à l'action civique. Ainsi, **reconnaître le vote Blanc c'est admettre que la représentation populaire des partis politiques est un leurre entretenu, voir sciemment construit.**

Pour être juste il faut reconnaître qu'à l'exception de la Suède, aucun pays européen ne reconnaît le vote blanc comme un suffrage exprimé. Ca fait toujours une Directive Européenne de moins à transposer !

Des mouvements comme [l'Association](#) pour la reconnaissance du vote blanc sont apparus pour constitutionnaliser le vote Blanc comme un suffrage à part entière avec des arguments solides, voir indémontables. En France un parti s'est même constitué, le [Parti Blanc](#), ce qui pourrait être une boutade, mais qui n'en est pas une.

Toujours est-il que les 1,5 million de citoyens qui devront passer par l'isoloir électronique auront apparemment à disposition une touche spécifique affectée au vote blanc ... qui n'est pas reconnu comme un vote à part entière.

La légitimité des élus et la loi implacable des chiffres

Dans les résultats électoraux les pourcentages que recueillent les candidats déterminent leur légitimité représentative. Or, **un candidat élu avec 51% des voix n'a pas l'aval de 51% des électeurs** car le pourcentage n'est pas établi par rapport aux inscrits ou même aux votants, mais par rapport à ceux qui ont choisi un candidat ce qui n'est pas la même chose.

Remettons donc le calcul dans une perspective plus démocratique, plus logique et mathématiquement parlante.

Sur 100 citoyens en âge de voter, 8% selon le CEDIVOP ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Reste 92 citoyens.

L'abstention moyenne oscille dans le meilleur des cas autour de 20% des inscrits. Reste 73,6 citoyens participant au vote (20% des 92% de citoyens inscrits représentent 18,4).

Les 4% de votes blancs et nuls ne sont pas pris en compte. Reste 70,66 citoyens dont le vote est comptabilisé (4% de blancs et nuls sur 73,6 votants représentent 2,94).

Le vainqueur à 51% a donc reçu le parrainage de 36 citoyens sur 100.

Prenons l'exemple des dernières élections présidentielles de 2002. Au premier tour, le candidat Chirac a obtenu officiellement 19,88% des suffrages. Or ce chiffre est établi par rapport aux suffrages exprimés. Sur la totalité des votants (exprimés + nuls et blanc) nous ramenons le score à 19,21%. Par rapport aux inscrits, c'est à dire en intégrant les abstentionnistes, le score chute à 13,75%. Et si nous poussons la logique en faisant le rapport avec l'ensemble des citoyens français en âge de voter (inscrits et non-inscrits), nous tombons à 12,65%. C'est à dire que le meilleur des concurrents a été choisi par 12,65% des citoyens majeurs, soit environ 5,66 millions d'individus sur près de 45 millions de citoyens majeurs.

De la même manière, si nous additionnons (vote nul/blanc et vote pour les partis non-gouvernementaux) on constate que **les quatre gros bras réunis (Chirac, Le Pen, Jospin, Bayrou) ne représentent que 38% des citoyens en âge de voter**. Par voie de conséquence, en reprenant la terminologie des partis gouvernementaux, **ce sont pas moins de 62% de citoyens majeurs qui ont un "vote protestataire" ou "extrémiste" ou qui refusent de cautionner le système**. Une paille ! dans le moteur du système.

Hormis ceux qui fréquentent Sciences-Po et les autres centres de sélection/formation des "élites" républicaines, **personne ne sera convaincu que le paysage politique officiel repose sur une forte légitimité populaire réelle**. A la lumière de ce qui précède, **même la rigueur mathématique démontre l'absence de légitimité du pouvoir en place**.

Mais il faut bien convenir que nous avons individuellement une part de responsabilité dans cet état de fait dont nous sommes avec le pays les victimes.

La peur des conséquences du choix

Que nous en soyons conscients ou pas, nous sommes programmés par des générations de formatage au respect des hiérarchies. Ce ne serait pas un mal en soi tant que les hiérarchies sont respectables. Or, ces hiérarchies sont le fruit d'une construction destinée à faire fonctionner un système qui leur est

supérieur et dont le but est de "gérer" les populations et les ressources. Le génie humain que nous possédons tous à des degrés divers plus ou moins enfoui nous dicte un autre type de respect basé sur la reconnaissance des qualités naturelles que sont le juste, l'honnête, l'altruiste et le pragmatique. Il nous dote aussi d'un certain bon sens. Ceux qui en douteraient doivent se poser la question des raisons pour lesquelles les prédateurs et manipulateurs mettent ses qualités sur leurs cartes de visite pour mystifier leurs victimes.

Ce respect des hiérarchies organiques officielles s'accompagne de la peur d'y déroger ce qui en montre le caractère non-naturel. Ainsi, les incohérences d'un maire ou d'un ministre ne sont jamais sanctionnées (tout juste peut on en rire) alors que la logique d'un profane sera écartée avec dédain au prétexte que ce dernier n'est pas agréé par ... les hiérarchies du système. **Enfermés dans cette matrice qui s'appelle le système, la majorité des citoyens accepte d'en payer le prix en réprimant jusqu'à l'action à laquelle nous appelle notre liberté de conscience active.**

Dans **le champ politique qui est en fait aujourd'hui plus le terrain du pouvoir que celui de la réflexion/action citoyenne à laquelle le citoyen n'a plus partie prenante que par délégation, les partis de gouvernement ont accaparé l'incarnation alternativement de pouvoir et de contre pouvoir.** C'est la raison pour laquelle la symbolique démocratique est tant affichée à défaut d'être vivante et que la messe électorale en est l'alibi. **Allons-nous remettre en cause ces hiérarchies installées qui se présentent comme les meilleures incarnations des "valeurs" républicaines et démocratiques ?** Telle est la question implicite que pose les gros bras qui en sont issus et dont l'objectif est évidemment de continuer à entretenir l'impression de réunir sous leurs bannières l'assentiment de grosses troupes citoyennes. La question elle-même est un appel à la culpabilisation qui peut se traduire par: Allez-vous voter pour un citoyen isolé qui a peu de soutien et vous marginaliser ?

La encore, l'illusion ne résiste pas à la réalité. En fait de grosses troupes, **le "matelas" des militants est loin de représenter numériquement une force nationale.**

Le militant et le citoyen

Les candidats présentés par les partis gouvernementaux possèdent théoriquement une assise de militants qui leur donnent une légitimité représentative ou en tout cas une somme d'individus qui veulent peser sur la société et trouvent bénéfique (souvent personnel) à ce que leur représentant accède au pouvoir. L'union fait la force c'est bien connu ! En l'occurrence, s'agissant des deux principaux partis, celui de droite et celui de gauche auquel on peut ajouter le centre qui prend de l'importance par le principe des vases communicants, **la force militante est plutôt constituée par des notables, des membres de corps de l'Etat, des responsables de la fonction publique ou du secteur privé.** Bref, les rouages du système ou peu de colleurs d'affiches parviennent à l'investiture, c'est dire si **la masse des attentes, des besoins et des solutions de la majorité des citoyens ont peu de chance d'être comprises, représentées et encore moins mises en action.**

Doit-on dans le cadre d'une élection être impressionné par ces groupes au point de grossir artificiellement leurs maigres effectifs de base ?

Mathématiquement la réponse est négative car ces groupes, même réunis ne représentent à vue de nez qu'environ 0,4% à 0,5% des citoyens appelés à voter !

Cet état de fait n'échappe pas aux mentors et aux défenseurs du paysage politique, à commencer par **les sondeurs et les médias officiels qui ont inventé la notion de sympathisants pour gonfler la baudruche**. Ainsi, un parti politique de gouvernement dont l'assise populaire militante ne dépasse pas la centaine de milliers d'encartés se voit renforcé par x centaines de milliers de "sympathisants" par translation du nombre de votants qui se sont portés faute de mieux sur son nom ou son représentant à la dernière élection. L'offre étant réduite et les hiérarchies respectées, il n'est pas difficile de faire les amalgames quand on veut entretenir le principe des pôles pouvoir/contre-pouvoir, gauche/droite.

Ainsi, à moins qu'il ne se lance sciemment dans le militantisme, **le citoyen n'a aucune raison de se sentir obligé lors d'un premier tour électoral de faire abstraction de sa réflexion et de sa spontanéité en ne portant pas son suffrage à un candidat jugé mineur dont les paroles font écho à ses pensées**, mêmes si le système les juge péremptoirement irréalisables. " *Le monde ne sera sauvé, s'il veut l'être, que par des insoumis*" écrivait André Gide.

Ceci s'oppose évidemment à **l'invitation culpabilisatrice au vote utile que brandissent les candidats poids-lourds à court d'argument et de séduction**.

Le vote utile, une invention des partis gouvernementaux

Le total des militants étant loin de faire le compte, **les candidats des partis gouvernementaux redoutent de plus en plus que leur maigre crédibilité ne suffisent pas à séduire les citoyens traditionnellement réactifs à la sensibilité qui s'affiche en label sur leur bannière partisane**.

C'est donc le levier du mélange responsabilité/culpabilité qui est actionné par le rappel au vote utile qui veut dire: "*Ne prenez pas le risque insensé de ne pas être représenté au second tour en votant pour un candidat mineur. Soyez responsables !*".

Suivant cette logique, il y aurait des professionnels dont la vocation serait d'être au pouvoir et dont il serait incongru de contester l'immense utilité. Ego quand tu nous tiens ! Une sorte d'imprimatur du système qui s'oppose à l'ego du petit candidat qui vient jouer dans la cour des grands. Les uns seraient investis naturellement d'une compétence absolue et les autres seraient des amateurs qu'il serait dangereux de porter à des responsabilités. Toujours le rappel bien pratique aux hiérarchies. Or, **les analyses et les solutions de l'artisan avec son bon sens et sa nécessité du concret ne valent-elles pas mieux que les concepts et les dépendances mentales de celui dont la vision s'arrête aux rouages d'un système d'organisation ?**

Même si **la majorité des citoyens ne croit plus une seconde que les candidats des partis gouvernementaux puissent les représenter ne serait-ce qu'une seconde**, l'effet marche bien parce qu'il fait appel à **la symbolique rattachée émotivement à des notions telles que la "conscience de gauche ou de droite", "les bons et les méchants", dont nous savons la portée et la fausse mise en pratique**. Beaucoup tombent dans le panneau en **oubliant que ces mêmes gros bras sont peu ou prou aux "affaires" depuis quelques temps et qu'ils n'ont pas fourni beaucoup d'échantillons attestant de la réalité de leurs intentions**.

En effet, par quelle alchimie mentale ou restriction de la logique peut-on **croire un candidat ministre ou maire qui s'engage à faire demain ce qu'il n'a pas fait hier dans sa fonction** ? Pourtant c'est en général à lui qu'une majorité va donner délégation au prétexte qu'il est plus expérimenté ou possède plus d'entre-gens que le "petit" candidat dont on est à peu près sûr qu'il tentera de faire ce qu'il dit.

Nous voyons donc bien que c'est sur de la symbolique que nous réagissons et non sur du concret. En l'occurrence, on votera "à gauche" car on a peur de la droite quitte à donner le bulletin à un malin qui facture ses conseils par unité de 100.000 euros ou on votera "à droite" pour défendre la liberté d'entreprendre par peur de la gauche collectiviste tout en permettant à un autre malin de détruire le commerce local au profit d'un monopole économique !

Dès lors, il est clair que **le vote utile l'est uniquement pour le candidat qui le réclame. Le vrai vote utile est celui que décide librement le citoyen**.

Un petit candidat neuf vaut mieux qu'un gros usager, même déguisé.

Quand nous donnons par le vote un parrainage dont le choix est dicté par le respect du plus fort selon les critères du système et non par l'expression de notre liberté de décision, nous condamnons la démocratie. Le citoyen qui n'est pas militant ne peut être objectivement concerné par l'appel au vote utile ou les pseudo compétences techniques d'un candidat car son choix personnel et spontané sera toujours plus utile à ses yeux.

Dans une démocratie, la politique ne doit pas être un métier contrairement à ce que certains auto-spécialistes tentent de faire croire. Elle est le champ d'expression de tous les citoyens sans exclusive qui confient ponctuellement et en exerçant un contrôle minimum, à ceux d'entre eux qu'ils jugent les plus intègres et les plus ... démocrates, le soin de veiller à leur sauvegarde collective et individuelle. Ce principe n'a besoin pour être effectif et vivant que de la volonté des citoyens et de leurs **réactions immédiates quand des usurpateurs montrent le bout de leur nez** généralement accompagné d'un architecte chargé de bâtir des monuments de pierres et de papier dont il laissera son nom à la postérité.

Dans le pur principe de la démocratie, c'est en connaissance de cause et par le partage des constats, analyses et solutions que le citoyen libre donne son parrainage à celui des candidats qui est le plus proche de son analyse, de son vécu et de ses attentes.

De la même manière, ayant compris que **les partis gouvernementaux n'ont en valeur absolue pas plus de légitimité populaire qu'un candidat réputé mineur**, son choix sera dicté par l'honnêteté qu'il percevra dans les intentions, l'attitude et l'altruisme de celui ou de celle dont le discours fera écho à ses pensées, son attente et son bon sens.

A ce filtre, il y a peu à parier pour que l'illusion véhiculée par les gros bras ne l'incite spontanément à reléguer leurs bulletins dans la poubelle de l'isoloir et faire son choix parmi les "petits" candidats. S'il lui subsiste un doute, le rappel qu'à la dernière élection présidentielle **62% des votants ont écarté les partis gouvernementaux** sera de nature à libérer ses derniers scrupules non fondés.

Même si aujourd'hui l' "offre" est formatée par l'obligation du parrainage des candidats par le "milieu", **il reste dans les candidats non-gouvernementaux quelques opportunités de voir fleurir autre chose que des lois liberticides, des rond-points pharaoniques, des délocalisations librement consenties et la kyrielle de transpositions de textes européens qui constitue 80% du "travail" parlementaire**. Et si aucun ne retient votre intérêt, il reste le vote blanc qui vaudra toujours mieux que d'alimenter la besace et donner une légitimité à ceux qui ont montré qu'ils en ont tant besoin.

Quant aux 1,5M d'électeurs qui confieront leurs bulletins électroniques aux machines à voter du même nom, il est à souhaiter qu'un bug ne vienne pas transformer leur volonté en appoint bénéfiques à d'autres candidats.

Paul-Vincent PAQUET - © Avril 2007

A lire:

[L'illusion démocratique 1 - La cooptation des candidats à l'élection présidentielle](#)

[L'illusion démocratique 2 - Choisir les électeurs](#)

(1) La population athénienne était composée d'athéniens d'origine qui prenaient part à la vie politique (*citoyens*), d'étrangers libres et privilégiés appelés "*métèques*", acceptés parce qu'ils étaient utiles à la cité (par exemple Aristote) et d'une grande quantité d'esclaves qui, s'ils étaient mieux traités qu'ailleurs, n'en étaient pas moins un groupe exclu de la communauté civique. Cette communauté civique d'environ 30.000 citoyens au début du IV^e siècle av JC n'était donc qu'une partie de la population totale de la cité, ce qui a fait dire à de nombreux historiens qu'Athènes était une démocratie esclavagiste. De fait, faire partie de la communauté civique signifiait que l'on était prêt à assumer la défense de la cité

mais aussi qu'on entendait en partager les fruits. La référence athénienne en matière de démocratie n'est donc pas aussi humaniste au sens le plus large qu'on se plaît à le croire. Elle n'est pas non plus très éloignée de la conception qu'ont les *oligarques* de notre république et qui explique le si grand écart entre leurs actions, leur exercice du pouvoir et les volontés du Peuple.

(2) Les écrivains grecs ont appelé *tyrannie* l'autorité absolue exercée dans la cité par un individu arrivé au pouvoir par la force et en dehors du cadre des institutions légales. L'exercice de cette autorité se traduisait par des lois et des règles qui n'étaient pas discutées par le *Démos* (c'est à dire l'ensemble des citoyens athéniens ou en terme politique "la masse" en opposition aux riches et aux aristocrates). De nos jours cette forme d'autorité qu'est la *tyrannie* se traduit par la façon dont des textes réglementaires et des lois essentielles sont pris par "*l'oligarchie*" sans consultation ou même sans information de "la masse" dénommée "Peuple" comme par exemple la biométrie, le vote électronique, la vente de services publics à des entreprises privées, la restriction des libertés, etc...

(3) Partisans d'un régime politique dans lequel l'autorité (*arch è*) serait remise à un petit nombre de personnes (*oligo*).

(4) Nom de l'assemblée générale de tous les citoyens d'Athènes. Elle se réunissait 40 fois par an !

(5) Procédure de vote par laquelle chaque athénien est appelé à écrire sur un tesson de poterie (*ostrakon*), ou une coquille d'huître (*ostr*), le nom de celui qu'il souhaite voir éloigné quelques temps de la cité. De cette pratique découle le mot ostracisme.

(6) En comparant les [chiffres](#) de la population de plus de 18 ans publiés par l'INSEE à jour de l'année 2006 avec le nombre des inscrits à la dernière élection présidentielle de 2002, nous trouvons un différentiel d'environ 7,68M (48,97M pour 41,19M d'inscrits). En tenant compte du volume de citoyens privés de leurs droits civiques, des incapables majeurs et des étrangers, nous pouvons confirmer cette estimation du CEVIPOV (8%=environ 4M).

(7) 28,4% des inscrits au premier tour de la Présidentielle 2002 soit plus d'un électeur sur quatre !

(8) 38,88% des votants et 40,24 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle 2002 ! Cela fait quand même beaucoup d' "extrémistes" si l'on en croit la dénomination donnée par les gros bras des partis gouvernementaux.

LesChroniques.net - Tous droits commerciaux réservés

Copie et diffusion autorisées (et recommandées) dans le cadre privé avec mention de l'auteur et du site

Webmasters: Ce texte peut être repris sur votre site à la seule condition de contacter leschroniques.net